



**« Terre, identité, pouvoir et mouvements de population
dans la région des Grands Lacs »**

Forum des parties prenantes régionales – Kinshasa

Hôtel Fleuve Congo, 2- 3 Décembre 2015

Rapport



Masisi, Province du Nord Kivu, RD Congo

Programme régional pour la consolidation de la paix
« Dialogue transfrontalier pour la paix dans la région des Grands Lacs »

Avec le soutien généreux de:



 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Département fédéral des affaires étrangères

MATIÈRES

1	Le « Forum des parties prenantes » dans le programme « Dialogue transfrontalier pour la paix dans la région des Grands Lacs »	03
2	Raison d’être et objectifs du “Forum régional des parties prenantes”	04
3	Les participants	06
4	Déroulement du Forum	09
	4.1 Feed-back sur le programme régional	09
	4.2 Présentation et feed-back sur les résultats de la recherche	10
	4.2.1 Présentation synthétique des résultats de la recherche	11
	4.2.2 Feed-back de l’auditoire	11
	4.3 Les recommandations	14
	4.3.1 Priorisation des recommandations	15
	4.3.2 Présentation des recommandations prioritaires	16
5	Prochaines étapes et conclusion	19
6	Annexes	21
	6.1 Présentation sur les résultats de la recherche	21
	6.2 Composition des participants et feedback de l’évaluation	32

1 LE « FORUM DES PARTIES PRENANTES » DANS LE PROGRAMME « DIALOGUE TRANSFRONTALIER POUR LA PAIX DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS »

Les violences graves et massives dont le Burundi, le Rwanda et l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) sont ou ont été le théâtre ont porté leurs échos aux quatre coins du monde. Invariablement, ces violences soulèvent des vagues d'émotion et des réactions politiques et diplomatiques mécaniques. Celles-ci ont tendance à impliquer ou cibler quasi exclusivement les acteurs au sommet de la pyramide du pouvoir. La récurrence de ces conflits projette dans l'opinion publique l'image de populations farouchement et obstinément dressées les unes contre les autres, dans et par-delà les frontières qui semblent les séparer.

En 2013, le programme « *dialogue transfrontalier pour la paix dans la région des Grands Lacs* » a été initié par Interpeace et ses associations partenaires dans les trois pays pour tenter de percer les apparences sur ces conflits et d'inverser, sans remettre en cause, leurs schémas de résolution opérés par le haut.

Dans son approche fondée sur des principes¹ de construction de la paix, ce programme explore les réalités locales, les capacités et la force d'impulsion du changement par les acteurs de la base, sans renier la primauté du rôle des acteurs politiques en haut de la sphère de décision.

Le « *Forum régional des parties prenantes* » constitue à la fois un mécanisme et une étape clé du processus de mise en œuvre de ce programme. Il valide les résultats des actions de recherche-action participative (RAP) sur une problématique de recherche identifiée de manière inclusive. Cette recherche est menée à la base, auprès des citoyens et des communautés souvent les plus directement et lourdement affectés par les conflits. La RAP place les citoyens et les communautés au centre de son processus, en les engageant à la fois comme sujets de recherche et acteurs de changement, par la réflexion et la pratique du dialogue qui se développent tout au long du processus de recherche.



L'un des objectifs majeurs du forum régional est le dialogue entre divers acteurs clés de la région. Les travaux en groupe ont permis aux participants venant des trois pays d'échanger librement sur les défis à la paix dans la région.

¹ Appropriation locale, construction de la confiance, inclusion, engagement de long terme, emphase du processus comme élément central en soi pour la construction de la paix.

2 RAISON D'ÊTRE ET OBJECTIFS DU “FORUM RÉGIONAL DES PARTIES PRENANTES”

Le *Forum régional des parties prenantes* est un événement qui opère comme la charnière ou le **pivot** du programme régional, dans le sens où il est à la fois le point d'arrivée et le point de départ de ses activités clés. Il est aussi une **vitrine** de la vision, des principes et des valeurs du programme, parce que c'est là que s'expose et se pratique ce qui fait sa marque de fabrique. Au-delà des recherches et de leur validation, le Forum régional fait rencontrer et dialoguer des acteurs politiques et sociaux de différents pays, sexes, ethnies et religions sur des thématiques sensibles.

Autrement dit, le Forum régional est important pour le programme, tant comme *fin* que comme *moyen*. Comme fin, il valide, cautionne et garantit les produits de réflexion et de recherche en cours de finition, lance et légitime de nouveaux projets. Comme moyen, il contribue au changement des visions, des perceptions et des comportements en (i) poussant le dialogue sur des thématiques difficiles au-delà des limites dans lesquelles il s'enferme souvent et (ii) en questionnant les rôles de chacun et leurs interactions, dans le même esprit, de critique, autocritique et dépassement, d'où l'importance de la qualité et de la diversité des participants.

Les recommandations issues du Forum des parties prenantes orientent le travail futur du programme et donnent mandat sur les actions prioritaires à mener pour renforcer la paix et la cohésion dans la région des Grands Lacs².

Au cours du dernier “Forum des parties prenantes” tenu à Nairobi (Kenya) le 5 décembre 2013, les participants avaient mandaté le programme pour mener une recherche-action participative sur le

lien entre la manipulation des perceptions sur les identités, l'accès à la terre, les mouvements de populations et leur impact sur l'escalade des conflits dans la région des Grands Lacs. Les participants à ce forum s'étaient accordés sur le fait que la conquête des ressources en général et de la terre en particulier constituait l'un des mobiles les plus importants des mouvements de population, y compris les déplacements forcés. Le plus souvent, la fabrication des clichés identitaires se greffe à ces luttes d'intérêts, aggravant les tensions. Les conflits fonciers alimentent ainsi un cercle vicieux de violence. Dans la perception des participants, ces variables s'entremêlent et forment un écheveau que leur esprit ne démêle pas. Au-delà d'un simple démêlage de cet écheveau, la recherche a entrepris de déterminer les liens et les interactions entre ces variables. Cela doit permettre à ce qu'au-delà de la curiosité scientifique, les conflits soient mieux compris dans leur formation et leur régénération et pour que partant, les solutions qui leur sont proposées soient plus conséquentes.

Interpeace et ses organisations partenaires ont donc mené une recherche action participative, essentiellement qualitative, qui a touché 1.680 personnes dans les pays et les zones ciblées de la région des Grands lacs. Cette recherche a permis d'engager un dialogue entre les citoyens concernés au premier plan par cette problématique, de fixer les contours de la question, analyser les défis en présence et identifier les possibles solutions pour y faire face.

Les résultats de cette recherche ont été présentés à un “forum des parties prenantes” tenu à Kinshasa (RDC) les 2 et 3 décembre 2015. Il a permis d'élargir

² Pour les besoins et dans le cadre strict de ce rapport, la notion de “Région des Grands lacs” renvoie à la région incluant le Burundi, le Rwanda, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

le débat et d'identifier des actions prioritaires à mener pour faire face aux défis relevés et pour orienter les stratégies futures du programme. Les recommandations issues de la recherche y ont été présentées, débattues et validées, moyennant corrections et amendements.

Comme objectifs généraux, le Forum de Kinshasa entendait:

- restituer aux parties prenantes l'état d'avancement général dans la mise en œuvre du programme "dialogue transfrontalier pour la paix dans la région des Grands Lacs";
- catalyser un dialogue constructif sur la paix dans la région des Grands Lacs parmi les participants, pour construire une masse critique des agents de changement positif.

Comme objectifs spécifiques, il visait à:

- restituer aux parties prenantes l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations issues du forum régional de Nairobi;
- valider et assurer l'appropriation des résultats de la recherche autour du thème "terre, identités, mouvements des populations et conflits dans la région des Grands Lacs";
- prioriser les sous-thèmes et les recommandations y ressortis pouvant structurer l'étape suivante du processus de recherche action participative et de dialogue pour la phase prochaine du programme;
- identifier les acteurs et les stratégies appropriés pour la mise en œuvre des recommandations issues de la recherche.

Le "*Forum des parties prenantes*" de Kinshasa marque un tournant dans le programme, dont il relance et affine les actions, après celui de Nairobi de 2013.



La séance d'ouverture était marqué par des mots de (de gauche à droite) l'Ambassadrice de la Suède en RDC Annika Ben David, le Ministre des Affaires Foncières en RDC Gustave Booloko N'Kelly, le Directeur Régional d'Interpeace Johan Svensson, et le représentant des organisations partenaires du programme, le Secrétaire Exécutif du RIO Professeur Murhega Mashanda.

3 LES PARTICIPANTS³

Le Forum des parties prenantes de Kinshasa a rassemblé des représentants des trois pays et zones ciblées de la région des Grands lacs venant d'horizons et d'expertises divers. Il s'agit aussi d'acteurs clés concernés au premier plan par les dynamiques de construction de la paix au niveau de cette région.

« Le forum a été un espace d'échange pour les citoyens de nos trois pays ou tout le monde a pu s'exprimer librement sans crainte et surtout tout le monde a dit que le problème ne se situe pas au niveau de paisibles citoyens mais plutôt ça se situe au niveau des décideurs politiques (chefs d'état) »

- Participant -

Cent soixante-deux (162) personnes ont pris part au forum de Kinshasa, dont 97 de RDC, pays hôte du Forum, soit 60% du total des participants, vingt-cinq (25) du Rwanda (15,4%) et vingt-deux (22) du Burundi (13,5%).

Les femmes, au nombre de 47, représentaient 30% de l'assistance, contre 70% d'hommes (115 sur 162).

L'assemblée réunie à Kinshasa était constituée de participants en provenance des trois pays et zones ciblées par l'étude, notamment:

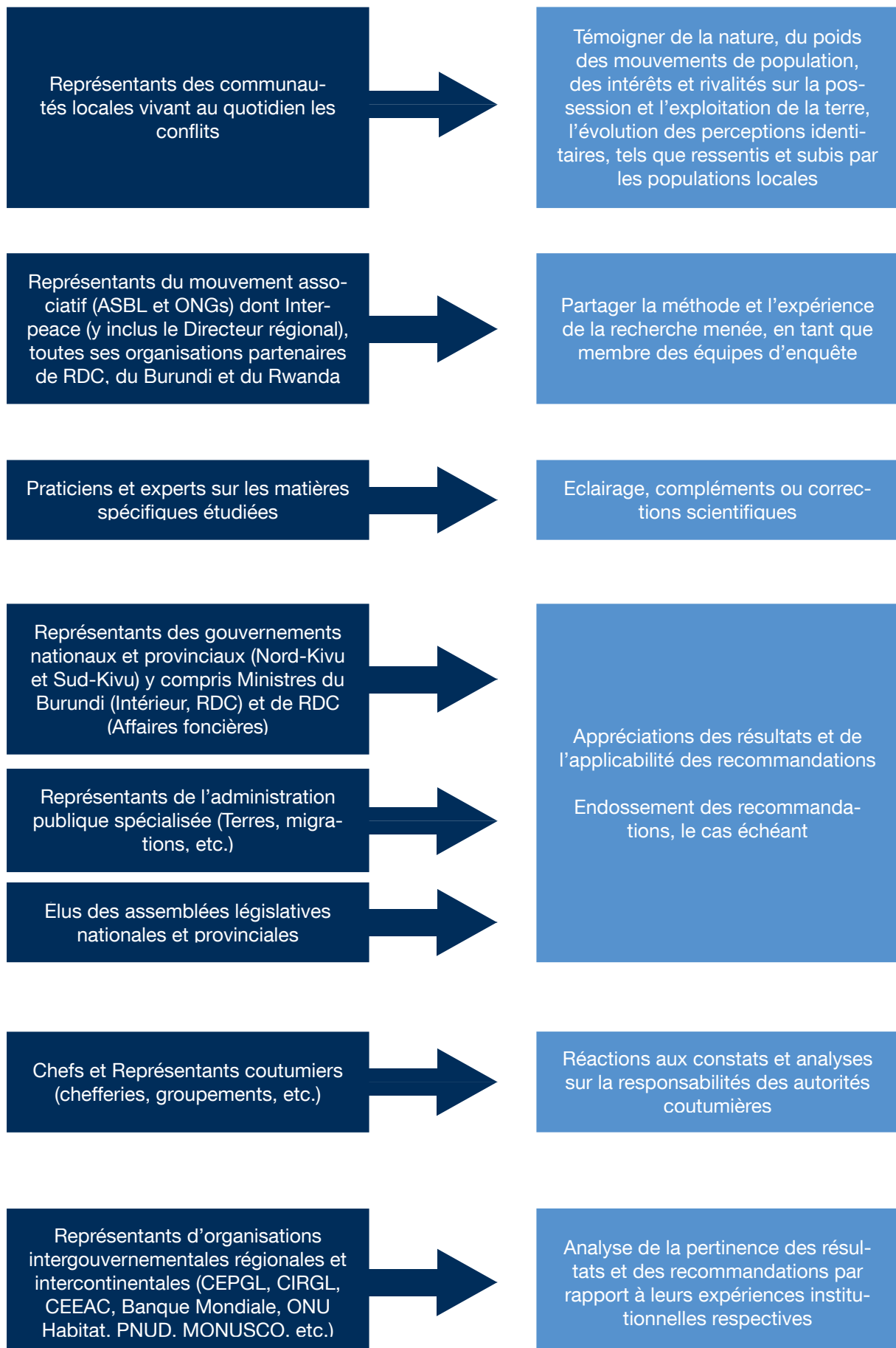
- des représentants des communautés locales vivant au quotidien les conflits;
- des représentants du mouvement associatif (ASBL et ONGs);
- des praticiens et des experts sur les matières spécifiques étudiées;
- des représentants des gouvernements nationaux et provinciaux,
- des représentants de l'administration publique;
- des élus des assemblées législatives nationales et provinciales;
- des chefs et des représentants coutumiers;
- des représentants d'organisations intergouvernementales régionales.

étaient appelés à apprécier les résultats de la recherche, selon ses compétences et de ses aptitudes personnelles ainsi que selon les avantages et la perspective spécifiques de son origine nationale, provinciale ou locales, son sexe, son ethnie, sa position socioprofessionnelle et/ou son statut social.

Les exemples ci-après reflètent certaines des contributions spécifiques qui étaient attendues des participants.

Chaque personne et chaque groupe de participants

³ Cfr. composition des participants en annexe.



Le Forum régional de Kinshasa a été gratifié d'une représentation, souvent à un très haut niveau, des gouvernementaux nationaux et provinciaux, des autorités coutumières ainsi que des organismes intergouvernementaux régionaux et continentaux⁴. Le niveau de la représentation au Forum de Kinshasa constitue un très bon résultat par rapport à son impact sur la qualité du débat. Les décideurs et les autorités présents ont pris avantage de leur

position privilégiée pour apporter une plus-value en informations brutes et en opinions sur les sujets débattus.

Le niveau et la qualité de la représentation sont également destinés à ouvrir de meilleures perspectives de suivi des recommandations adoptées lors du forum.



Le profil et le calibre des invitées qui sont venus témoignent de l'importance et de la légitimité du forum et du programme "dialogue transfrontalier pour la paix dans la région des Grands Lacs".

4 Présence et participation entre autre des Ministres de l'Intérieur (Burundi) des Affaires foncières (RDC et Nord-Kivu) et du Développement Rural (RDC), des parlementaires au niveau national des différentes tendances politiques (Burundi et RDC), des gouverneurs (Burundi et RDC), des sénateurs (RDC), représentants des ambassades (Rwanda et Burundi), Présidents des commission des terres (Burundi) et d'autres commissions gouvernementales, professeurs des universités, importants leaders communautaires, et le Secrétaire Exécutif de la CEPGL.

4 DÉROULEMENT DU FORUM

Le Forum, auquel prirent part plusieurs personnes non initiées au programme, à l'approche et au mode opératoire de Interpeace et de ses partenaires, a été en partie conçu pour permettre à l'audience rassemblée de partir d'une compréhension commune de cette approche. Cela devait permettre entre autres de rentabiliser et maximaliser la présence et l'apport de chacun.

L'agenda de l'atelier était principalement structuré en trois principales parties:

- la présentation audiovisuelle et les échanges sur le programme régional;

« Ce que nous avons apprécié le plus du forum est que les délégations de nos trois pays respectifs se sont mis ensemble et ont été conscients que le dialogue est très nécessaire dans la consolidation de la paix dans la région des GL »

- Participant -

- la présentation et les échanges sur les résultats de la recherche-action participative sur "Terre, Identité, pouvoir et mouvements de population"
- Les travaux de groupe et les débats de plénière sur l'évaluation et les contributions aux recommandations de la recherche.

4.1 Feed-back sur le programme régional

L'essentiel des réactions à la projection d'un documentaire vidéo de 30 minutes faite sur le programme régional a gravité autour:

- du rôle et de l'impact des Groupes de Dialogue Frontaliers Permanents (GDP) mis en place par le programme pour favoriser les échanges et l'intégration sociale des peuples par-delà les frontières;
- du cycle de vie du programme (évaluation, stratégie d'exit, perpétuation du programme au-delà de sa durée officielle de mise en œuvre)
- du rôle et de la place effectifs de certaines catégories d'acteurs - en particulier les décideurs, les jeunes, les femmes et les "initiateurs" des conflits - dans la réalisation des objectifs du programme.

S'agissant du rôle et de l'impact des Groupes de Dialogue Frontaliers Permanents (GDP) et du cycle de vie du programme, en dehors des explications déjà contenues dans le documentaire vidéo en soi, des responsables de Interpeace et des

ONGs locales associées dans le programme ont expliqué et réitéré le fait que:

- la démarche et le déroulement du processus de la recherche en soi, échelonnées sur plusieurs mois, impliquent autant de personnes interrogées et consultées dans une pratique du dialogue en les faisant émerger, chacune dans son ressort géographique et ses positions sociales et/ou officielles, comme agent de changement et de paix. Les localités choisies comme sites pour les entretiens et les interviews d'une part, les personnes prises comme interlocutrices sont généralement dans des positions géographiques et sociales qui les confrontent directement et fréquemment aux situations où elles doivent faire preuve des aptitudes et des attitudes acquises dans la gestion de leurs rapports intercommunautaires et dans leurs actes de micro-gestion.
- le programme s'inscrit lui-même en complément d'un faisceau d'autres projets et actions, par Interpeace mais aussi et surtout par d'autres

acteurs internationaux et nationaux, dans le même champ géographique et thématique d'intervention.

S'agissant du rôle et de la place effectifs de certaines catégories d'acteurs, les réponses apportées sont allées dans le sens de rappeler la diversité des acteurs réunis dans les forums régionaux des parties prenantes et la distribution des rôles lisible dans les recommandations qui en sortent. Cela ressort notamment de celles qui sont sorties du Forum même de Kinshasa.

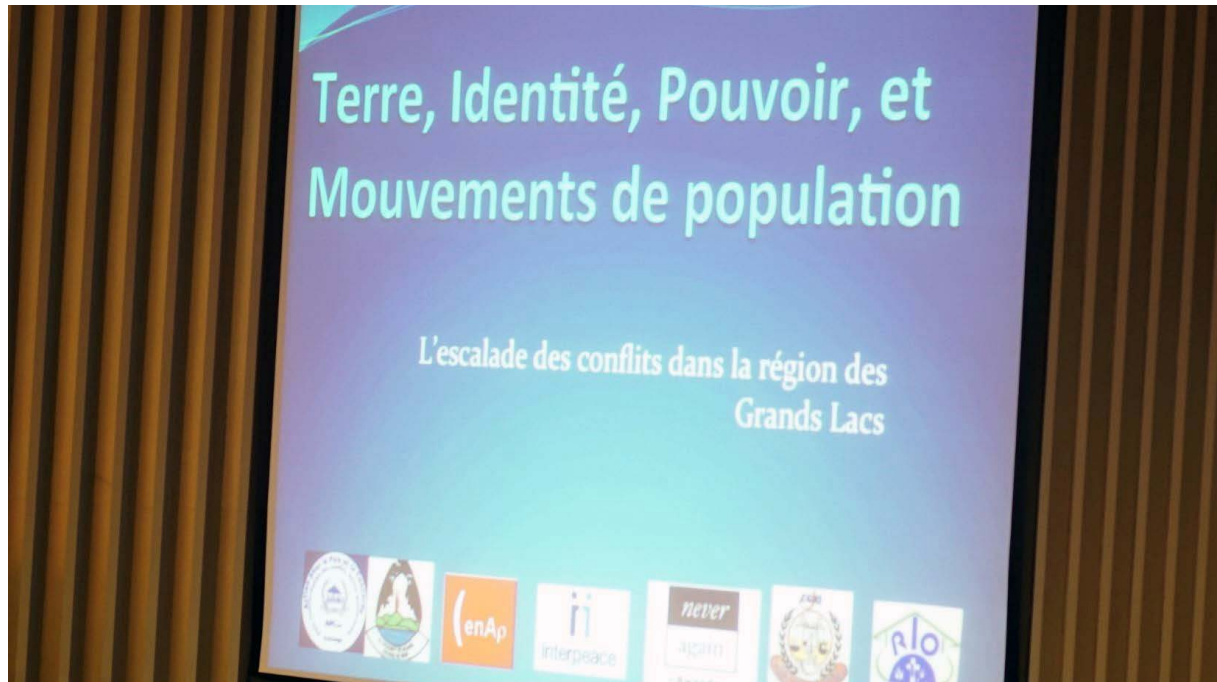
Une observation a été faite avec perspicacité

concernant la timidité voire l'absence du programme régional sur les enjeux du dialogue à l'intérieur des pays et des zones ciblées. Ainsi que ses propres travaux de recherche l'ont montré, les conflits partent souvent de l'intérieur des frontières des pays avant de les traverser. Des formes de débat et de dialogue y existent toujours. Mais la récurrence ou l'amplification croissantes de ces conflits intérieurs questionnent la pertinence des canaux et des méthodes par lesquels ce dialogue est organisé ou animé, d'où l'importance que Interpeace et ses partenaires en RDC, au Rwanda et au Burundi s'y penchent.

4.2 Présentation et feed-back sur les résultats de la recherche

Les résultats de la recherche ont fait l'objet d'une présentation synthétique et schématique par Professeur Nisse Mughend, chercheur au Centre

d'Etudes Juridiques Appliquées (CEJA, Nord-Kivu, RDC) ainsi que d'une projection d'un documentaire vidéo.



La vidéo montre les perceptions et suggestions des citoyens dans la région sur le sujet de la « terre, identité, pouvoir et mouvements de population », et constitue ainsi un outil comme tel pour stimuler un dialogue à travers les frontières.

4.2.1 Présentation synthétique des résultats de la recherche

En combinant les témoignages et les opinions recueillis auprès de 1.680 personnes avec les informations et les analyses puisées dans une abondante documentation, la recherche menée a exposé, cas et exemples à l'appui, le lien de corrélation existant entre la terre, les mouvements de population, la manipulation des perceptions sur les identités, le pouvoir et l'escalade des conflits dans la région des Grands Lacs. Elle montre qu'il n'existe pas de schéma et de sens uniques de cause à effet entre ces variables, les situations ayant abouti à des phénomènes différents.

« J'apprécie le sujet traité, sur les conflits fonciers et le mouvement de population, un des enjeux au centre des conflits dans la région. Je pense que les autorités de la région devraient accorder une attention particulière à cette question »

- Sénateur, RDC -

Toutefois, l'étude établit clairement les problèmes d'exiguïté et de pression sur les terres au Rwanda et au Burundi comme le point de départ de phénomènes de migrations précoloniales, coloniales et postcoloniales des peuples de ces pays vers l'Est de la RDC. Les mouvements migratoires des peuples de ces pays, volontaires ou forcés selon les cas et les périodes, aboutiront, progressivement et avec le nombre, à des rivalités autour de la possession de la terre dans l'Est congolais. Celles-ci déclenchent des luttes de pouvoir intercommunautaires surnoises, dont la manipulation des perceptions identitaires est l'un des instruments. L'instabilité politique longue et chronique et l'éclatement soudain de violences de masse au Rwanda et au Burundi sont aussi à la base de mouvements massifs et brusques de population, comme en 1972 au Burundi, en 1959 et en 1994 au Rwanda. L'impact de ces mouvements spécifiques s'est surtout ressenti en 1994, lorsque la conquête du Rwanda par le Front Patriotique Rwandaise fait arriver en l'espace de quelques jours dans l'Est de la RDC des millions de réfugiés rwandais. Leur arrivée et leur installation massive dans l'Est de la RDC constituent le point de départ d'une instabilité chronique de cette région, qui perdure à ce jour et qui se ressent partiellement sur l'ordre foncier. La

recherche pointe du doigt des facteurs endogènes à chaque pays comme facteurs de conflits fonciers, tels que l'exiguïté des terres et la prolifération des conflits fonciers au Rwanda et au Burundi, la gestion précoloniale des domaines fonciers sous la monarchie au Rwanda, la superposition des droits modernes et coutumiers ainsi que le laxisme de l'administration foncière en RDC. Les problèmes fonciers endogènes identifiés dans l'étude sont ceux qui, à des degrés divers, participèrent à la chaîne de cause à effet des conflits qui débordèrent de leurs frontières.

4.2.2 Feed-back de l'auditoire

Méthodologie

- L'amplitude du travail de recherche - 1680 personnes rencontrées et écoutées, bibliographie de 72 sources, etc. - a été salué, ainsi que l'approche et son "côté humain", consistant entre autres à impliquer les chercheurs et les sujets interviewés dans une pratique indirecte de dialogue et de réflexion, monter et animer des focus groups transfrontaliers.
- Rappelant que la RAP appartenait aux sciences sociales, un participant académicien du Burundi a exprimé le souhait que quelques lignes d'hypothèse de travail soient posées. Il a ajouté la nécessité de faire référence à d'autres disciplines scientifiques ayant sous-tendu la recherche, telles que la socio anthropologie du conflit. Il a souligné que la recherche participait aussi de la matière des relations internationales (problèmes endogènes, conflits transfrontaliers), dont elle a emprunté, selon lui, la théorie transnationaliste.
- Enfin, des observations ont été émises sur le souhait d'avoir une représentation accrue des communautés autochtones dans la réalisation de l'enquête, comme dans ses conclusions et résultats.

« J'apprécie la dimension humaine de la recherche, donner la parole aux gens, de partir des perceptions des personnes rencontrées dans les différentes zones »

- Professeur du Rwanda -



Le forum constitue un espace de dialogue qui permet aux citoyens de la région venant des différentes couches de s'exprimer sur les questions pertinentes pour la paix, et d'identifier des possibles pistes des solutions.

Le rapport dans sa substance

Les principales réactions soulevées dans l'audience par ces présentations sont résumées ci-après :

- De manière générale, les participants ont adhéré à la relation décrite entre les variables terres, mouvements de population, manipulation des perceptions identitaires, pouvoir et l'escalade du conflit au niveau régional. Les participants du Burundi ont souligné avec emphase que dans ce pays, les conflits fonciers ne peuvent pas être désignés comme cause du conflit éclaté en octobre 1993 - et des mouvements de population transfrontaliers liés - mais plutôt comme *prétexte*, la cause principale étant ailleurs.
- Plus d'un intervenant ont stigmatisé le rôle de certains acteurs externes à la région impliqués dans l'exploitation de la ressource foncière et les conflits qui y sont liés, en faisant observer le peu de considération faite à leur égard par l'étude. Ils ont souligné le fait que dans l'étude, la terre, comme ressource naturelle, est confinée aux enjeux du sol et non du sous-sol (mines, hydrocarbures). Pourtant, ce dernier déclenche des intérêts et des dynamiques de pouvoir distincts et fait intervenir une autre catégorie

« Je suis heureuse d'être là parce-que je vois qu'on commence à considérer la voix de la base. Les communautés sont les premières à souffrir des conflits »

- Femme leader, Nord Kivu, RDC -

d'acteurs, très souvent externes à la sous-région et privés (milieux d'affaires). Si les conflits naissant de l'exploitation du sous-sol ont été écartés du champ de l'étude, ont-ils ajouté, cela devrait justifier une notice méthodologique conséquente.

- Les participants ont apprécié le reflet donné par le programme et son documentaire vidéo sur la réalité des rapports humains transfrontaliers. Ils démentent l'impression de mur et d'hostilité entre les peuples que renvoient les images de guerre et les critiques que s'adressent publiquement les plus hauts dirigeants des trois pays, dans un sens ou un autre. Ils ont interrogé avec insistance l'impact concret et mesurable de ce programme sur la dynamique des conflits et la paix dans les zones ciblées.
- Les participants ont mis beaucoup d'emphasis sur le besoin aigu commun que les populations à la base partagent, par-dessus toute inimitié, à trouver des modes de subsistance économique qui assurent leur avenir et celui de leur

postérité. Dans la même veine, ils ont interpellé la responsabilité primordiale de leurs autorités respectives, qui doivent être comptables de leurs actions pour créer les conditions qui permettent de subvenir à ces besoins. Des idées ont émergé de l'auditoire dans le sens de diminuer la pression sur les terres en les rentabilisant davantage. Les exemples d'initiatives citées incluent la promotion d'une agriculture et d'un élevage intensifs plutôt qu'extensifs, les expériences de protection, d'irrigation, de fertilisation et de rentabilisation des superficies sujettes à l'érosion, la sécheresse et, de manière générale, à la sous-production agricole, pastorale et/ou agroindustrielle.

- Des avis divergents ont été émis sur ceux, entre dirigeants nationaux et autorités provinciales et coutumières, qui portent la plus lourde responsabilité dans les problèmes de mauvaise gouvernance qui affectent la gestion du foncier dans l'Est de la RDC. De nombreuses voix se soient exprimées pour souligner le rôle et la responsabilité prépondérants des pouvoirs centraux dans la gestion des conflits et dans la gouvernance foncière. Les pouvoirs publics sont les instigateurs des conflits de manière volontaire ou involontaire.
- Des opinions émanant de participants divers sont allés dans le sens de soulever des problèmes aigus et communs aux quatre zones d'enquête, tels que les violences faites aux femmes, y compris dans le cadre des rivalités foncières⁵. Les réponses données à ces remarques recadraient le sujet de l'étude, rappelant que seuls étaient pris en compte les faits ou les phénomènes indiquant un lien, fut-il indirect, avec l'escalade des conflits au niveau régional.
- Les réactions de l'audience au rapport ont donné lieu à des échanges d'arguments dans le sens d'appuyer ou compléter les informations ou affirmations livrées, de les faire clarifier ou de les contredire. Tout cela s'est passé dans un bon esprit. Par exemple, le Ministre de l'Intérieur du Burundi a défendu les efforts singuliers et les mécanismes exceptionnels et uniques - dans la Région des Grands lacs - pour gérer la problématique des conflits fonciers liés aux processus de rapatriement au Burundi. Le Secrétaire exécutif de la CEPGL, quant à lui, a apporté de la lumière sur les projets régionaux présentés par Interpeace en appréciant leur plus-value par rapport à ce qui s'est déjà fait ou est entrepris dans le cadre de son organisation.



Le forum a fourni un espace de rencontre et de discussion entre les preneurs de décision venant des trois états ainsi que des organisations régionales, et les citoyens et communautés.

5 Lors des enquêtes dans les zones du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, des personnes consultées ont déclaré que plusieurs femmes furent violées parce que leurs maris les envoyaient cultiver dans des champs sous litige, pour marquer leur occupation des lieux et par défi à la partie rivale. Les viols survenaient comme moyen violent d'exprimer son opposition à l'occupation dudit champ.

4.3 Les recommandations

Les “Forums des parties prenantes” tiennent la séquence de l’examen et de la priorisation des recommandations contenues dans l’étude présentée au public comme une étape clé dans la mise en œuvre du programme régional.

Les recommandations soumises à cet exercice sont les suivantes :

- Sous la supervision des organisations régionales (CIRGL/CEPGL), mettre en place un cadre de suivi de la mise en œuvre du dispositif convenu de gestion des flux migratoires et des réfugiés dans la région des Grands Lacs
- Harmoniser les cadres normatifs internes (par pays) relatifs à la gestion des terres dans une démarche participative et inclusive
- Conduire une étude comparative des politiques foncières des états de la CEPGL
- Dans une approche de « peacebuilding », ouvrir, animer et/ou soutenir à l’échelle locale des espaces de dialogue dans les foyers de tension sujets ou exposés aux conflits fonciers et aux manipulations identitaires
- Mener une recherche-action participative au sujet des politiques et de la gestion publique des objectifs de tolérance et de cohabitation interethniques
- Processus « vérité et réconciliation » ou « unité et réconciliation » : traiter les expériences au Rwanda, au Burundi et en RDC, analyser les leçons apprises et les défis en plaçant un accent particulier sur les jeunes et leur rôle dans la réconciliation
- Promouvoir l’entrepreneuriat des jeunes combiné à l’éducation à la paix

Avant d’amorcer les travaux en groupe, la facilitation a ouvert un temps de discussion sur la teneur et la pertinence des recommandations. Les observations faites à leur sujet sont reprises ci-après dans leurs reliefs:

- analyser les sept recommandations sur

« Le dialogue c’est important mais il n’est pas suffisant dans un contexte d’extrême pauvreté comme dans la région des Grands Lacs. Il faut le compléter par des activités génératrice de revenu et de lutte contre la pauvreté »

- Représentant de la Banque Mondiale -

lesquelles le rapport conclut;

- les classer par ordre d’importance.

Sans déroger à la pratique déjà établie à Nairobi en 2013, le Forum de Kinshasa a invité les participants à se former en groupes de travail pour:

- La recommandation (iv) sur l’entrepreneuriat des jeunes ne devrait pas être mise en œuvre sans considération pour les engagements déjà pris par les Etats et au niveau régional. Toute initiative ou entreprise à ce niveau doit s’appuyer sur des politiques intérieures claires, pertinentes et efficaces, qui ne s’appuient sur le régional qu’en complément logique et utile aux actions de politique intérieure. Toute initiative régionale de promotion de l’entrepreneuriat des jeunes construite sur des vacuums au niveau des politiques nationale est condamnée à des impacts minimaux et peu durables. Cela vaut pour la plupart des matières de développement économique et social. Les ensembles intergouvernementaux régionaux peuvent aussi guider les politiques intérieures.
- Un participant⁶ impliqué dans les mécanismes de suivi de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC, signé en février 2013 a fait observer que certaines des recommandations retenues dans le rapport de recherche rejoignent les engagements contenus dans ledit Accord. Il a mis le souhait que les organisateurs du Forum établissent un contact avec les structures du Mécanisme National de Suivi de l’Accord d’Addis-Abeba (MNSA) en RDC pour discuter des possibilités d’une collaboration.
- Il a aussi été souligné la nécessité de ne pas mener des actions pour réaliser des objectifs

6 Robert Kibayabaya

déjà atteints, notamment vis-à-vis de la libre circulation des biens et des personnes et de ne pas dupliquer des initiatives déjà en cours.

- La recommandation (ii) sur l'harmonisation des cadres normatifs internes (par pays) relatifs à la gestion des terres dans une démarche participative et inclusive a fait l'objet d'un malentendu et a suscité des éclaircissements

de la part des promoteurs de l'étude. L'harmonisation recommandée a trait à celle qui s'impose dans les frontières de chacun des trois pays, eu égard aux chevauchements, incohérences et contradictions relevées dans les normes politiques et législatives de chacun de ces pays.

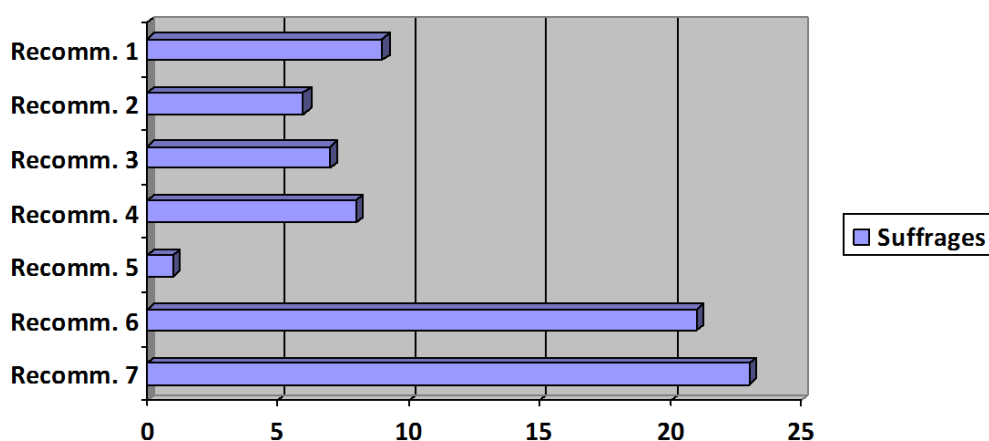


Les travaux en groupe ont permis un croisement des regards et ont abouti à une priorisation des recommandations à suivre pour contribuer à la paix dans la région des Grands Lacs.

4.3.1 Priorisation des recommandations

Les participants au Forum ont été subdivisés en cinq groupes qui ont tous été invités à placer les sept

recommandations, telles que discutées et clarifiées, selon leur ordre d'importance. Après une heure de travaux, le dépouillement des résultats a donné les résultats ci-après:



Ont été retenues dans l'ordre comme les deux plus importantes - avec 23 voix, la recommandation n° 7: **Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes combiné à l'éducation à la paix.**

Une prise en compte des observations émises par les participants au sujet des recommandations

faites - avec 21 voix, la recommandation n° 6: **Processus « vérité et réconciliation » ou « unité et réconciliation »: traiter les expériences au Rwanda, au Burundi et en RDC, analyser les leçons apprises et les défis en plaçant un accent particulier sur les jeunes et leur rôle dans la réconciliation.**



A travers des présentations en plénière, les discussions en groupe et la priorisation des recommandations étaient partagées avec les autres participants.

4.3.2 Présentation des recommandations prioritaires

Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes combiné à l'éducation à la paix

- La RDC, le Burundi et le Rwanda ont des populations aux structures d'âge reflétant une très forte représentation des enfants, au détriment des populations actives. La jeunesse en âge actif est frappée de plein fouet par le chômage. La terre ne la nourrit plus ou beaucoup moins. Pourtant, parmi les huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le premier d'entre eux - éliminer l'extrême pauvreté et la faim - fixe trois cibles à atteindre, dont la seconde qui est d' "assurer

le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif".

- Pour tenir compte des observations émises lors du Forum de Kinshasa, la mise en œuvre de cette recommandation devrait, entre autres, s'atteler à dresser un état des lieux comparatif de la vision et des grandes axes des stratégies et des politiques nationales en matière de promotion de l'emploi des jeunes et de leur entrepreneuriat. Aujourd'hui, il existe un foisonnement d'initiatives, publiques et privées, qui agissent sur des maillons divers de la chaîne de l'emploi des jeunes, de leur formation à la production de services et de biens, sans qu'il ne soit toujours possible d'y lire et d'en déduire une stratégie d'ensemble cohérente à l'échelle

« Une partie importante de la population, en particulier les jeunes, se retrouvent laissés-pour-compte et frustrés. (...) Avec une population active constituée à 65,3% de jeunes âgés de 20 à 24 ans, la création d'emplois devrait être au centre des préoccupations des autorités du Burundi. Si les instruments politiques non violents ne sont pas adaptés ou réactifs, les jeunes risquent d'exprimer leurs griefs avec violence. Ces griefs concernent le chômage et ses répercussions sur le revenu et la cohésion sociale. Parmi les jeunes qui rejoignent un mouvement d'insurgés, un sur deux déclare que le chômage constitue sa principale motivation (Banque mondiale, 2011b). (...) Mais aujourd'hui, au Burundi comme ailleurs, c'est le chômage qui est considéré comme le principal risque pour la stabilité du pays »

Rapport sur le Développement Humain Durable 2013 au Burundi

Préface conjointe du Ministre burundais des Finances et du Coordinateur Résident des Nations Unies et Représentant résident au Burundi, page viii

nationale et ses perspectives de rendement sur la durée.

- Le rôle d'ensembles économiques et sociaux sous-régionaux tels que la CEPGL, la CIRGL ou l'EAC devrait davantage être d'offrir un complément de coordination et de soutien à une intégration des politiques nationales, quand cela est souhaitable et opportun.

« Je recommande au programme d'intégrer la dimension économique pour offrir des opportunités aux jeunes au centre de la manipulation, comme le montre le film et la recherche »

- Député national du Nord Kivu, RDC -

Par l'adjonction de l'éducation à la paix comme thème de promotion recommandé, les participants rappellent que l'emploi ne peut être, à lui seul, considéré comme une assurance tous risques. La paix doit être soutenue et s'enraciner dans la promotion d'une culture et d'une éducation entretenues en particulier dans le foyer familial et le système éducatif.

Processus « vérité et réconciliation » ou « unité et réconciliation »: traiter les expériences au Rwanda, au Burundi et en RDC, analyser les leçons apprises et les défis en plaçant un accent particulier sur les jeunes et leur rôle dans la réconciliation.

- Les processus de "vérité et réconciliation" ou "unité et réconciliation" auxquels il est fait référence dans la recommandation renvoient aux structures classiques et habituelles des commissions ad hoc ("vérité et réconciliation",

"unité et réconciliation") mises en place ici et là, avec des fortunes diverses. La RDC, le Rwanda et le Burundi ont chacun eu des expériences passées et/ou en cours avec des commissions de ce type. Celles-ci ont souvent eu à porter et, dans certains, portent encore sur elles le fardeau des frustrations accumulées en plusieurs décennies de conflits et de violences impunies. Les manipulations identitaires ont poussé et germé dans ce compost.

- L'examen et la mise en œuvre de cette recommandation ne doivent pas confiner à l'analyse des structures mécanistiques ad hoc ("commissions vérité et réconciliation", "commissions unité et réconciliation") expérimentées en RDC, au Rwanda et au Burundi. Au-delà, il peut exister une panoplie de mesures politiques, économiques et sociales qui aboutissent à des impacts perceptibles sur l'intégration et la cohésion sociale entre des communautés ou des citoyens. Ceux-ci ont tendance à être perçus dans leurs divisions identitaires alors que les lignes de fracture qui les partagent sont parfois, si ce n'est souvent, sociales. Par exemple, une politique de logement social peut prendre pour postulat que la mixité ethnique des lotissements résidentiels aménagés par les pouvoirs publics peut favoriser la tolérance et l'acceptation mutuelle et intercommunautaire. A l'opposé, une occupation des espaces résidentiels recoupant les clivages ethniques peut constituer le terreau des clichés identitaires.
- Tout l'intérêt d'une mise en œuvre de cette recommandation pourrait justement être d'ouvrir les acteurs publics et privés à l'ensemble des activités sociales et/ou professionnelles, des

options et des initiatives qui, délibérément ou involontairement, contribuent encore à l'unité, à la vérité et à la réconciliation.

- Le thème est très sensible parce qu'il peut couvrir des visions politiques nationales d'apparence antagonistes (ex.: Rwanda, Burundi) ou des pratiques contraires aux politiques proclamées. Toute recherche sur cette question doit manœuvrer avec délicatesse, pour ne pas paraître être motivée par des objectifs de légitimation politique d'une approche ou de bannissement d'une autre.

C'est la raison pour laquelle, plus que tout autre, cette matière pourrait appeler à une combinaison d'approches méthodologiques qui placent les individus et les communautés au centre. Au regard des tensions qui couvent, des violences qui se manifestent ici ou là, il est donc indéniable que le thème est plus que jamais d'actualité. Dans le contexte des pays de la région, sa gestion rejaillit sur plusieurs des variables de l'étude : terres, mouvements de population, perceptions identitaires, conflits.

5 PROCHAINES ÉTAPES ET CONCLUSION

Le Forum a tracé les prochaines étapes du programme, indiquées ci-après :

- Finalisation du rapport du Forum avec ses résultats;
- Restitution des résultats du forum à travers la région;
- Mise en place des stratégies pour la réalisation des recommandations jugées prioritaires;
- Renforcement des espaces de dialogue transfrontalier au niveau local au niveau régional.

Du forum de Nairobi à celui de Kinshasa, des constantes se dégagent, sans surprise. La tentation est toujours forte pour plusieurs groupes ou individus y participant de faire de ces forums une arène pour l'expression de leurs convictions ou de leurs aspirations singulières : subsistance économique pour les ménages, réaffirmation de l'autorité coutumière, avancement du statut des femmes, plaidoyer pour l'emploi des jeunes, plus-value des organisations intergouvernementales régionales, etc.

Sauf le respect d'autrui à préserver, l'organisation du forum et la facilitation des débats ont assuré qu'aucun filtre n'empêche l'expression de la diversité des participants, de leurs intérêts et préoccupations. Les perceptions identitaires y ont aussi trouvé écho. Tout Forum régional des paries prenantes est entre autres conçu pour servir de réceptacle à l'expression de cette diversité, pour que l'écoute et la prise de parole des uns et des autres, sans seulement se juxtaposer, encouragent la connaissance, la confiance et l'empathie réciproques. Cela amène, inévitablement et logiquement, des moments de friction et de tension. Ils sont souvent prévisibles et donc attendus par les organisateurs qui y voient des preuves de la diversité voire de la divergence des intérêts représentés. Les Forums veulent refléter ces réalités, sans biais. Celui de Kinshasa a aussi

« Le courage de parler plus de ce problème et de réunir les différentes délégations à Kinshasa, sont des atouts à encourager, car ça nous a permis d'avoir une nouvelle perception de la situation »

- Participant -

fait ses preuves en la matière. Différences d'opinion entre représentants gouvernementaux et activistes de la société civile, griefs des chefs coutumiers contre les "pouvoirs débordants" de l'administration centrale, revendications de "souveraineté nationale" adressées contre "des immixtions et des interférences étrangères" poliment non nommées, etc. Ce fut autant de moments qui ont reflété l'actualité chaude, nationale et internationale, des pays et des zones sous le ciblage du programme et qui ne se sont pas privés de chercher un terrain de prolongement dans le forum de Kinshasa. Mais l'esprit dominant de celui-ci a, en même temps, permis et dompté l'expression de ces divers intérêts particuliers, en les privant d'une tribune trop large. C'est aussi tout le mérite des participants eux-mêmes et, en soi, une indication que le programme et le forum contribuent à faire de leurs participants et contributeurs des acteurs de paix, comme souhaité.

Le changement appelant l'action au-delà de la parole et de l'écoute, le Forum a canalisé les échanges et les contributions dans la séquence clé de la présentation, de la discussion et de la priorisation des recommandations. Il s'agit d'un exercice délicat. En soi, il teste délibérément l'aptitude des participants au compromis. Nombre des participants aux travaux de groupes à proprement parler, près de 80, ont été tentés de refondre et redéfinir les recommandations au reflet de leurs visions et convictions individuelles. A cet égard et au crédit de ses participants, le Forum a réussi à ficeler un compromis sur le libellé et le contenu des recommandations soumises par le rapport de recherche, à quelques légers ajustements près. Celles-ci ont confirmé des opinions déjà

émergeantes au forum de Nairobi, articulées autour des enjeux de développement économique et de réconciliation. Au forum de Nairobi, la priorité n° 2 ciblée était “les projets communs de développement au niveau transfrontalier”. Toutefois, il faut rappeler que les participants avaient émis le souhait d’ajouter une troisième priorité : “le traitement de la question ethnique au sein des institutions en comparant la démarche entreprise au Rwanda et au Burundi pour gérer cette problématique”. Le Forum de Kinshasa prolonge celui de Kinshasa sur ce point, sans isoler

ces deux pays et en privilégiant une approche impliquant les trois pays.

La mise en œuvre de ces recommandations est un défi lancé à la capacité de tous ceux et celles qui y participeront à conjuguer leurs expériences respectives, à distinguer l’importance de l’accessoire, à démontrer les attitudes d’écoute et les aptitudes au compromis à l’acquisition desquels le programme œuvre.

6 ANNEXES

6.1 Présentation sur les résultats de la recherche

Terre, Identité, Pouvoir, et Mouvements de population

L'escalade des conflits dans la région des
Grands Lacs



I. Justification & processus de recherche

Contexte

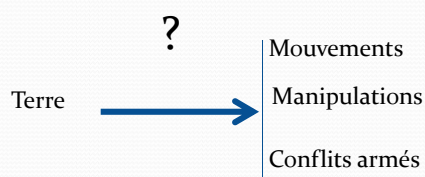
4 facteurs de division :

- La persistance des **groupes armés**
- Les **stéréotypes et les manipulations identitaires** ;
- La **mauvaise gouvernance et les défaillances démocratiques**;
- L'**exploitation illicite et illégale des ressources naturelles** RDC.

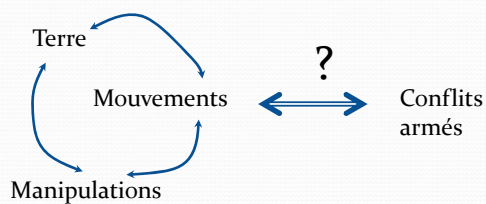
Mandat de recherche sur « stéréotypes et les manipulations identitaires dans la région », + terres / mouvements de population

Questions de recherche

1



2

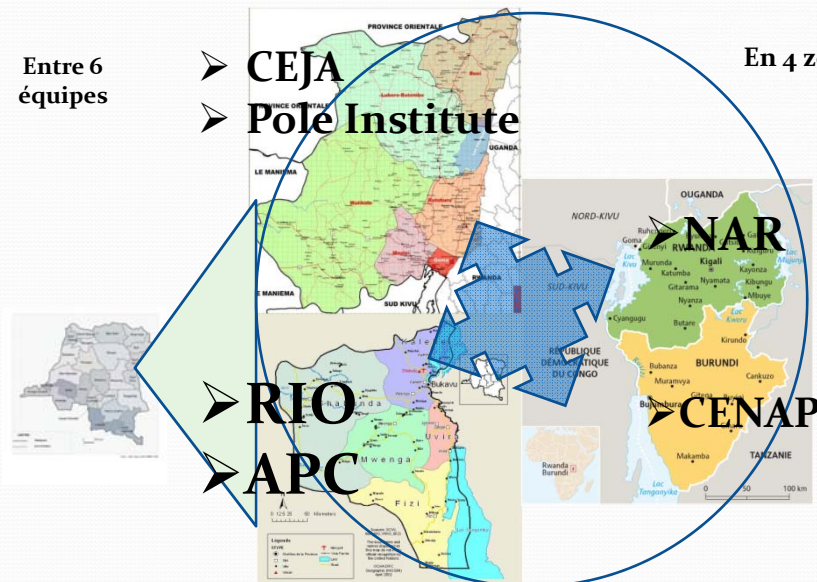


Choix et partage du terrain de recherche

Entre 6
équipes

➤ CEJA
➤ Pole Institute

En 4 zones



Méthodologie: RAP

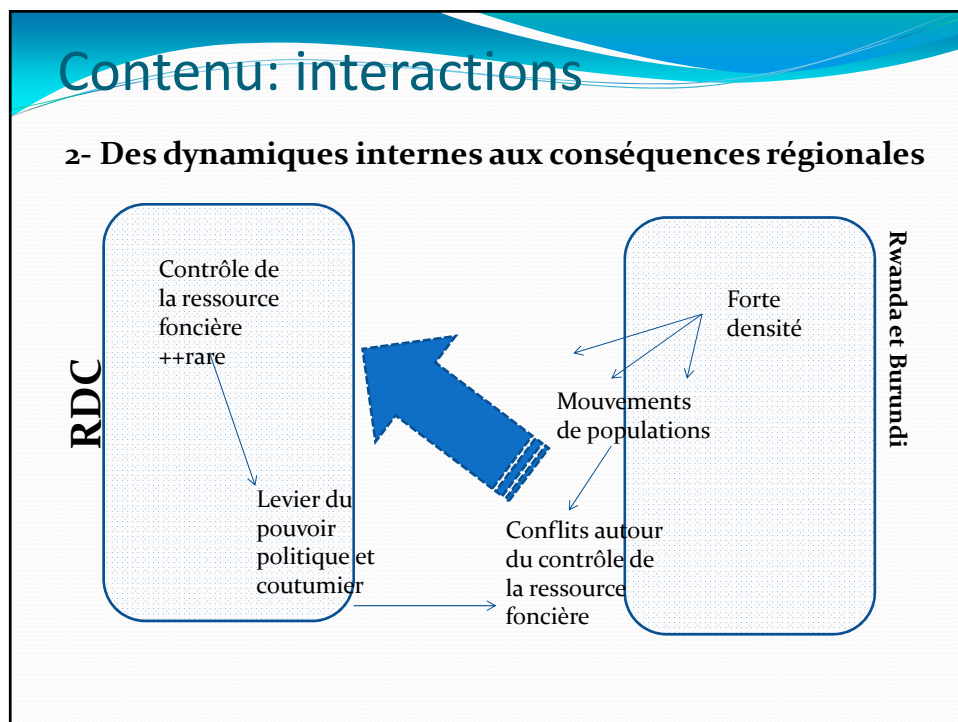
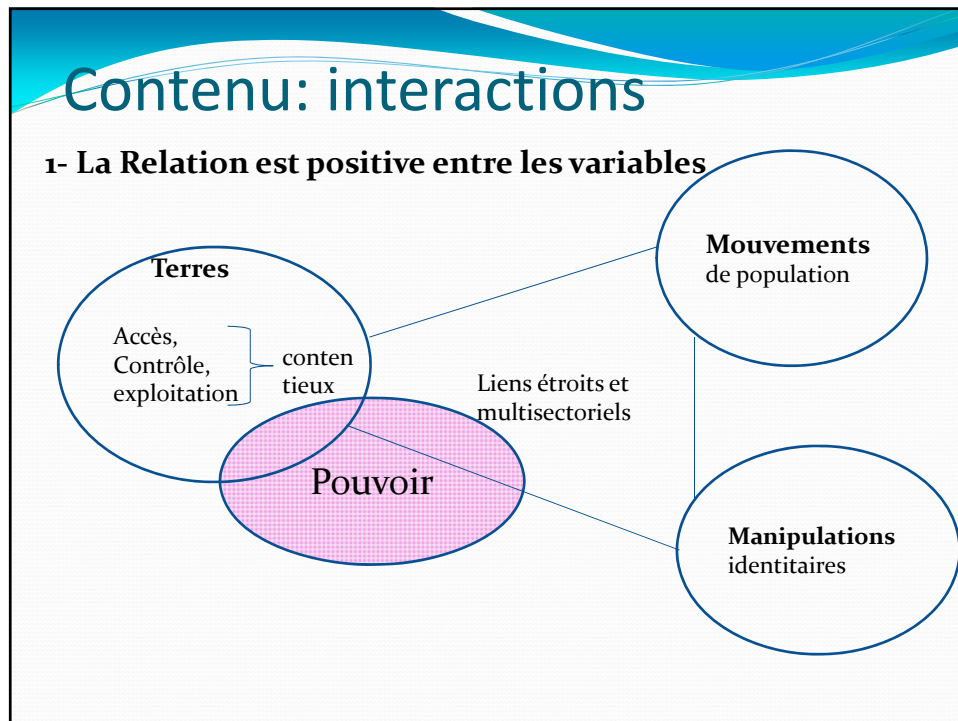
- 1680 participants à la recherche (37% femmes, 23% jeunes)
- 61 focus group discussions FGD (5 transfrontaliers)
- 74 entretiens avec personnes ressources
- Triangulation des données

Quoi de neuf?

- Combiner recherche et dialogue
- Audiovisuel
- **Processus de recherche vraiment transfrontalier** (et non juxtaposé), de la conception à la publication:

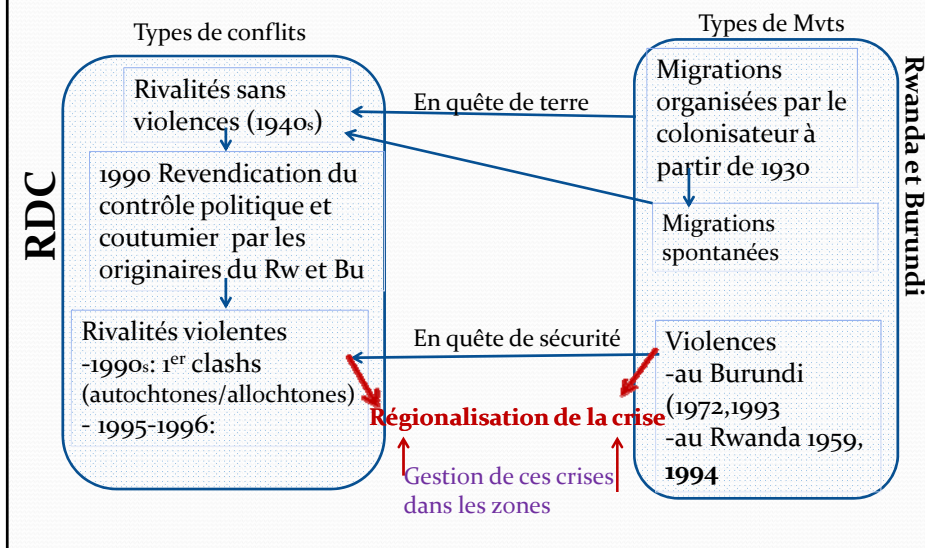
Grace aux relations de confiance entre les équipes
Va-et-vient du local au régional

II. Résultats



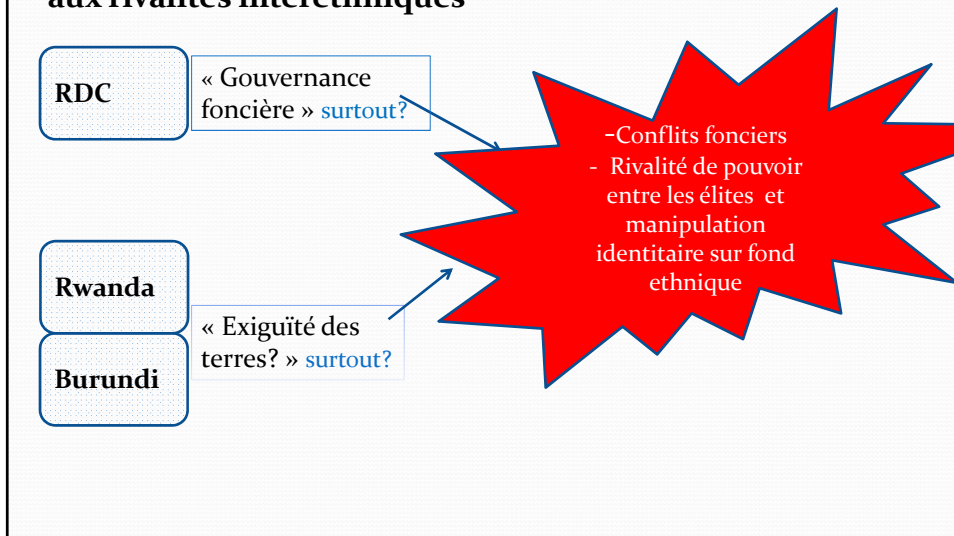
contenu: interactions

3- Emigrations rwando-burundaises et violences en RDC

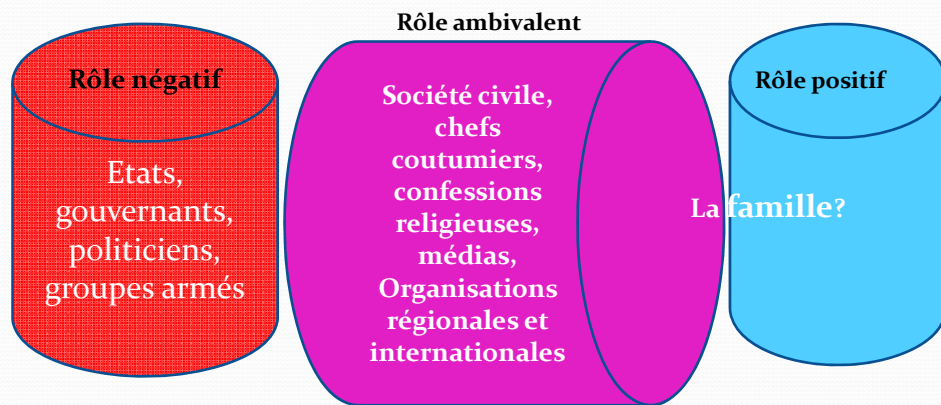


Contenu: interactions

4- il existe des causes endogènes aux conflits fonciers et aux rivalités interethniques



Rôle des acteurs



Initiatives existantes

- Camps de vacances et cadres de dialogue pour les jeunes des 3 pays
- Médiations foncières, sensibilisations à la cohabitation pacifique entre communautés
- Initiatives à l'échelle familiale: conciliateurs locaux
- Mécanismes internes: réformes, commissions vérités et réconciliations
- Dénonciations par les acteurs de la société civile
- Maintien des échanges transfrontaliers

III. Leçons: enjeux et défis

Résultat clé 1

**Les conflits autour des terres sont un
enjeu clé pour la paix dans la région des
Grands Lacs**

Implications 1

- **Démarches pour la résolution des conflits fonciers nécessitent une approche «peacebuilding»**
- **solution durable appelant une perspective régionale**

Résultat clé 2

La variable «accès au et contrôle du pouvoir politique» est ressorti comme centrale dans les conflits autour des terres avec soubassement identitaire

Implications 2

La question de la relation entre les communautés, liée à l'inclusivité politique et la promotion du pluralisme, est au coeur de la résolution des conflits autour des terres

Résultat clé 3

La rarété des terres et leur surpopulation au Rwanda et au Burundi, combinée à l'état de la gouvernance foncière surtout en RDC, favorisent les conflits fonciers

Implications 3

- Il est important que les économies de la région soient diversifiées au-delà de la simple survie basée sur l'exploitation de la terre et promeuvent l'entrepreneuriat, particulièrement celui des jeunes et des femmes.
- Le cadre normatif pluriel réglant le foncier devrait être harmonisé, unifié

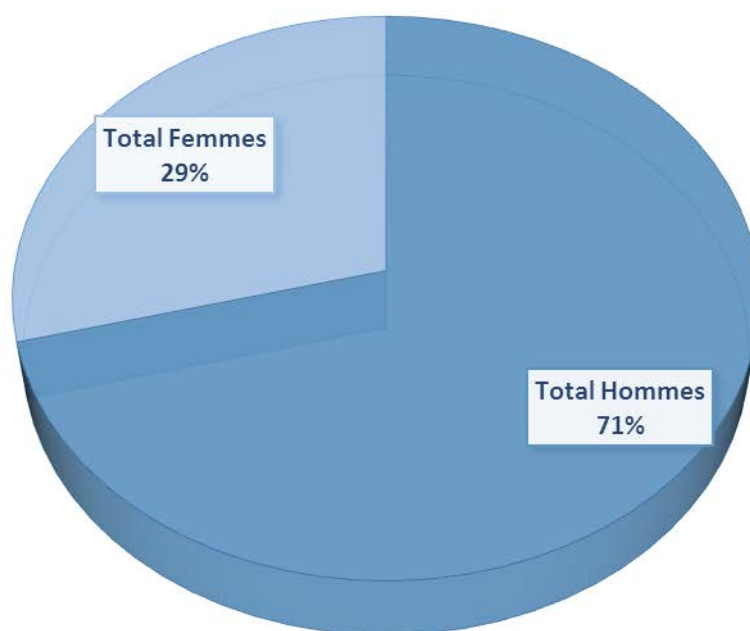
- Dans quelle mesure la quête de solution aux conflits dans la région des GL intègre-t-elle les interactions entre les variables?
- Dans quelle mesure les réformes foncières envisagent-elles de dépasser la simple redistribution pour mieux réconcilier les peuples?

Merci...

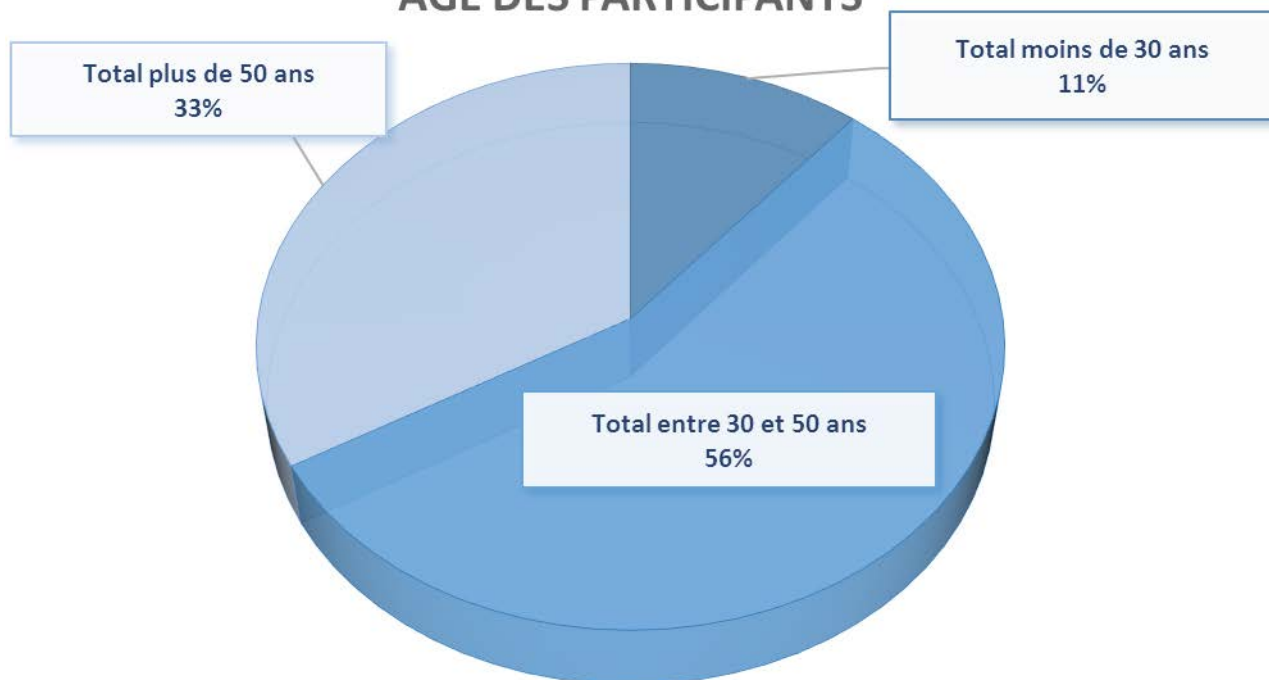
6.2 Composition des participants et feedback de l'évaluation

Nombre total des participants: 162

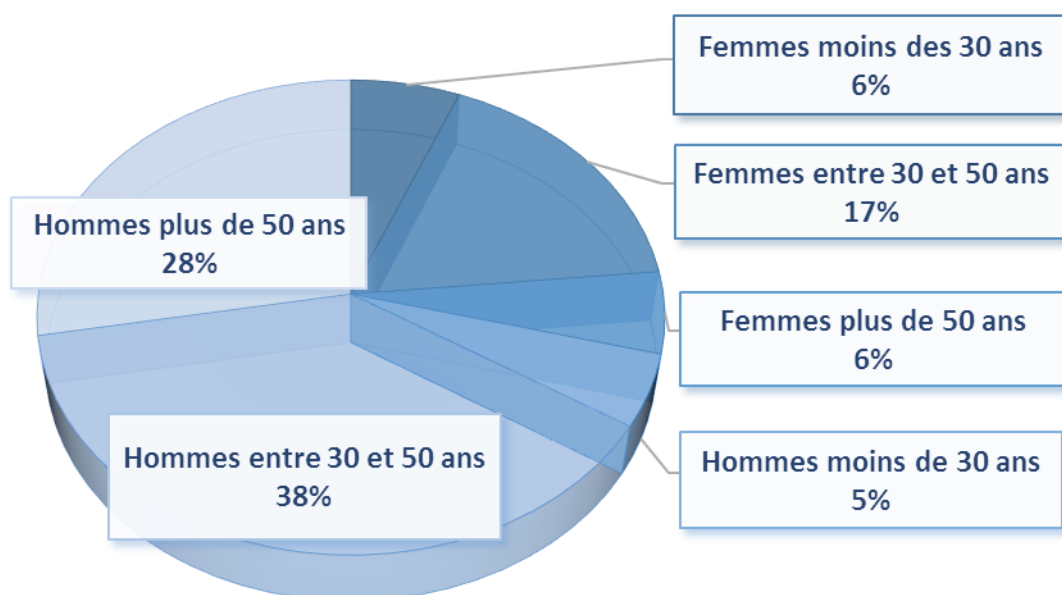
GENRE DES PARTICIPANTS



AGE DES PARTICIPANTS

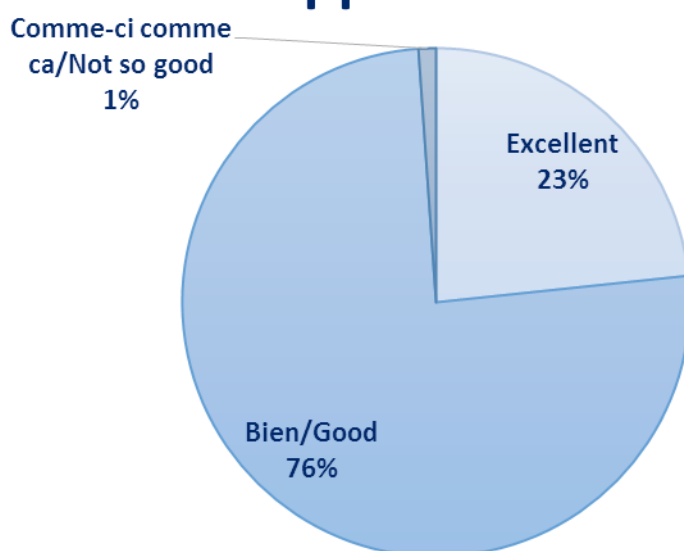


GENRE ET AGE DES PARTICIPANTS

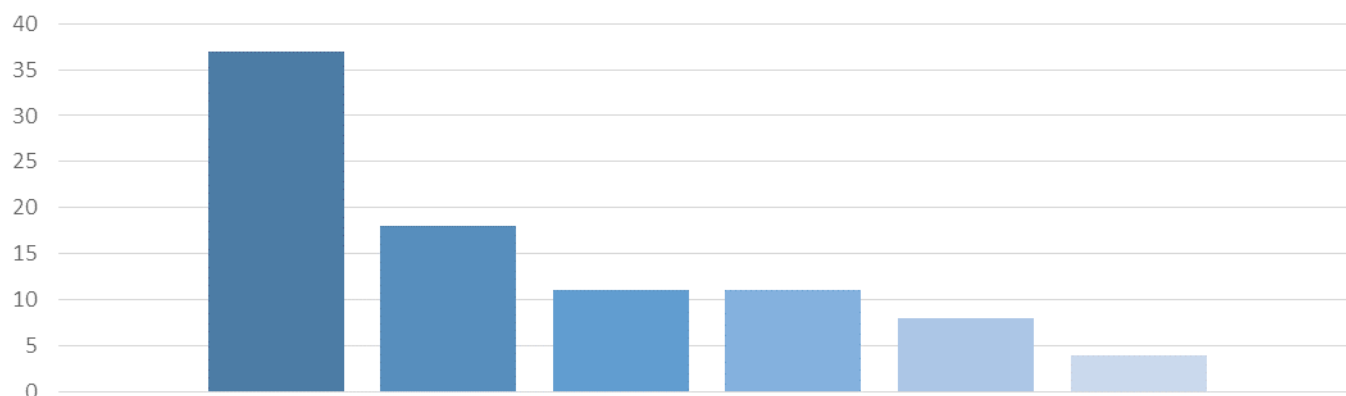


Résultats majeurs de l'évaluation

Appréciation



Quelles améliorations pourrions-nous apporter au forum? How could we improve the forum? (Réponses plus fréquentes)



- Améliorer les logistiques, y compris l'accueil des participants, la gestion du temps, le nombre des jours, la transmission du rapport en temps suffisant, le protocole
- Améliorer la participation des jeunes, des chefs coutumiers, des filles et femmes, des groupes vulnérables ou marginalisés, les acteurs de la société civile de Kinshasa et les leaders religieux
- Envisager des mécanismes pour traduire les recommandations en actions correctes, y compris la restitution du forum par les participants auprès leurs communautés, l'engagement des organisations régionales (CEPGL, CIRGL, SADEC, etc.), l'encouragement les di
- Améliorer la participation des décideurs des trois pays concernés, notamment les chefs d'états
- Augmenter le temps pour les discussions et échanges en groupes
- Elargir les champs d'intervention pour inclure tout le RDC, l'Ouganda et sud Soudan

Qu'est-ce que vous avez apprécié le plus du Forum?/What did you like most about the forum? (Réponses plus fréquentes)

